



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2024176-0001

Arrêté préfectoral de mesures d'urgence à l'encontre de la société COVED pour son site
implanté sur le territoire de la commune de LA CHAPELLE SAINT-LUC

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-0348A du 2 février 2000 autorisant l'exploitation d'une installation de tri, traitement, transit de déchets non dangereux et de déchets dangereux par la société COVED à LA CHAPELLE SAINT-LUC ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2014155-0006 du 4 juin 2014 portant sur la constitution de garanties financières visant la mise en sécurité de ses installations ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016064-0001 du 4 mars 2016 portant sur une étude sur les solutions techniques voire organisationnelles à mettre en œuvre pour que les eaux pluviales satisfassent aux valeurs limites de rejet

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2019169-0002 du 18 juin 2019 portant sur le tableau de nomenclature des installations classées et l'actualisation des conditions d'autorisation pour être conforme à la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PCICP2023108-0002 du 18 avril 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 30 mai 2024 établis à la suite de la visite d'inspection sur site du 8 mai 2024 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception du 5 juin 2024, lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses remarques ;

VU l'absence d'observations de la société formulées sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que la société COVED a déclaré le 8 mai 2024 un incendie couvant au niveau de la zone de stockage de déchets dangereux conditionnés ;

CONSIDÉRANT que l'incendie s'est déroulé dans la nuit du 7 au 8 mai 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'un incendie, du fait des caractéristiques et des quantités des produits impliqués et des eaux incendie utilisées, peut être à l'origine de désordres pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre en place des mesures d'urgence afin de garantir le maintien de la sécurité du site et des tiers ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de maintenir la surveillance de la zone sinistrée afin d'éviter tout départ de feu ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de gérer les déchets et les eaux d'extinction incendie issus du sinistre ;

CONSIDÉRANT qu'il convient que la zone de stockage sinistrée ne soit pas utilisée avant que l'exploitant démontre que la reprise de l'activité est faite sans risque ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite du 8 mai 2024 que plusieurs cuves de stockage de déchets dangereux en vrac situées à proximité de la zone sinistrée sont susceptibles d'avoir été soumises au flux thermique de l'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant souhaite poursuivre l'activité de tri, traitement, transit de déchets dangereux conditionnés sur une zone provisoire de son installation ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'encadrer la gestion des déchets dangereux conditionnés pendant une période provisoire ;

CONSIDÉRANT que, compte tenu de la durée de l'incendie, de son intensité et de la proximité d'un parc de loisirs, il convient de connaître l'impact sur l'environnement et les risques sanitaires ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose notamment « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en oeuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente* » ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire et urgent d'engager des mesures visant à protéger les intérêts relevés dans l'article L. 511-1 du code de l'environnement et d'accompagner la poursuite de l'exploitation dans l'attente de la remise en conformité de l'ensemble des activités ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable du présent arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Objet

La société COVED, désignée comme « exploitant » dans le présent arrêté, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour son établissement implanté 3 rue des Prés de Lyon à LA CHAPELLE SAINT-LUC (10600).

ARTICLE 2 – Mesures conservatoires immédiates

Tout rejet direct des eaux d'incendie dans le milieu naturel et dans le réseau public est interdit.

ARTICLE 3 – Mise en sécurité des installations

L'exploitant procède sans délai au maintien en sécurité des installations endommagées par l'incendie ainsi que des autres installations du site susceptibles d'être impactées par effet domino ou non.

L'exploitant prend les dispositions suivantes :

- surveillance de l'auto-échauffement des déchets,
- sécurisation des abords de la zone sinistrée,
- délimitation d'une zone de sécurité dans laquelle aucune circulation et aucun stationnement de véhicule n'est autorisé,
- surveillance de l'état de la structure du bâtiment impacté par l'incendie,
- surveillance de l'efficacité des zones de rétention des zones sinistrées.

Une étude de stabilité des bâtiments impactés est réalisée.

ARTICLE 4 – Cuves de stockage de déchets dangereux en vrac

L'exploitant identifie les cuves de stockage de déchets dangereux en vrac qui ont été impactées par le flux thermique de l'incendie. Cette liste est transmise sous 5 jours à l'inspection des installations classées.

Il prend toute disposition pour vider ces cuves sous 15 jours. Le bilan de cette action est transmis sous 1 mois à l'inspection des installations classées.

Avant toute réutilisation des cuves identifiées pour le stockage de déchets dangereux liquides en vrac l'exploitant réalise un programme d'inspection adapté. L'ensemble des éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, notamment la pertinence et la suffisance des contrôles.

ARTICLE 5 - Surveillance thermique

L'exploitant assure une surveillance thermique de la zone sinistrée ainsi que des cuves situées à proximité et susceptibles d'avoir été impactées par le flux thermique de l'incendie.

Ce suivi est réalisé trois fois par jour au niveau :

- des fûts qui ont été impactés par le flux thermique,
- des cuves de stockage des déchets en vrac,
- de la zone de stockage de déchets dangereux conditionnés qui a brûlé,
- de la zone de lavage des véhicules.

Ce suivi est en complément des moyens de surveillance et de détection existants.

Ce suivi est maintenu jusqu'à enlèvement complet des déchets brûlés.

Les données relevées sont consignées dans un registre spécifique tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6 – Traitement des déchets et des eaux d'extinction incendie

Article 6.1 – déchets issus de l'incendie

Les déchets issus de l'incendie comprennent les déchets initialement stockés et brûlés, ainsi que tout déchet de structure des bâtiments et de sols contaminés, notamment ceux en contact avec les eaux d'extinction à l'arrière du bâtiment à l'extérieur du site.

Les déchets récupérés sont entreposés dans de bonnes conditions de sécurité sur une aire étanche. Pour les produits pris dans le phénomène de combustion, leur gestion et leur élimination sont réalisées dans des conditions propres à éviter des effets néfastes sur l'environnement et les nuisances pour les tiers (odeurs, fumées...).

L'exploitant élabore un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site sous 1 mois et assure la traçabilité des actions engagées.

Article 6.2 – eaux d'extinction incendie

Les eaux d'extinction comprennent les eaux maintenues dans les zones de rétention des cuves de stockage de déchets dangereux en vrac et dans la zone de rétention des déchets dangereux, ainsi que les eaux collectées dans le réseau interne du site.

L'exploitant élabore un programme d'évacuation des eaux d'extinction incendie issues de l'incendie. Il procède à l'évacuation dans des filières autorisées de toutes les eaux polluées présentes sur le site sous 1 mois et assure la traçabilité des actions engagées.

ARTICLE 7 – Étude des impacts extérieurs

L'exploitant réalise une étude (plan de prélèvements, mesures, analyses, impacts) des retombées atmosphériques à l'extérieur du site notamment au niveau du parc de loisir attenant à l'arrière du site.

L'étude doit proposer le plan d'actions éventuelles sur les volets environnementaux et sanitaires.

Le compte rendu de l'étude est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois semaines après le sinistre. Ce compte-rendu est également transmis au maire de la commune d'implantation.

ARTICLE 8 – Gestion provisoire des déchets dangereux conditionnés

Pour une période de 3 mois à compter du présent arrêté, l'exploitant est autorisé à poursuivre son activité de tri, transit de déchets dangereux conditionnés sous réserve des articles ci-dessous.

Article 8.1 – Nature et quantité de déchets

La quantité stockée est limitée à 30 tonnes.

Les batteries et toute source productrice de chaleur sont interdites sur la zone de stockage.

Les bombes aérosols sont stockées de manière à limiter les projections en cas d'incendie.

Article 8.2 – Caractéristiques de la zone de stockage

La zone de stockage est celle indiquée dans le plan en annexe au présent arrêté.

La surface de la zone de stockage est limitée à 240 m².

Les parois sont REI 120 ou équivalent.

La zone de stockage est sur rétention avec un sol étanche.

Article 8.3 – Modalités d'exploitation

La hauteur de stockage de déchets est limitée à 3 m.

Tout stockage de matière ou déchet combustible est interdit à 5 m autour de la zone de stockage.

Un flux thermique est réalisé pour confirmer l'absence d'effets domino sous 1 mois : en cas, de mise en évidence d'un possible effet domino, des mesures correctives visant à corriger ces possibles effets sont mises en œuvre sous 5 jours. L'ensemble des éléments est transmis, au plus tard 15 jours après la réception sur site, à l'inspection des installations classées.

Une détection thermique de la zone de stockage est mise en place et intégrée au dispositif actuel.

Les moyens de protection incendie dédiés sont mis en œuvre.

En cas de déversement accidentel, l'exploitant met à disposition l'équivalent d'une palette (20 kg X 55) de sacs d'absorbants. Ces sacs seront repartis autour de la zone de stockage. Des boudins absorbants tous liquides seront également positionnés aux contours de la zone pendant les périodes d'inactivité.

ARTICLE 9 – REMISE EN SERVICE DU SITE

L'ensemble des installations est nettoyé préalablement à toute opération de travaux (hormis les travaux de mise en sécurité).

La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'incendie du 8 mai 2024 fait l'objet d'une demande préalable auprès de la préfète de l'Aube.

Cette information est accompagnée d'un rapport de l'exploitant démontrant que la reprise de l'activité n'engendre pas de risque supplémentaire par rapport au fonctionnement défini dans les arrêtés en vigueur pour le site. L'exploitant précise la nature des installations concernées, les modalités de remise en service, ainsi que les mesures de sécurité spécifiques ou non, mises en place en matière de prévention et d'intervention en cas d'accident.

Dans le cas de la restauration des installations endommagées, si l'exploitant choisit de maintenir une partie des installations en service, il justifie de la faisabilité technique de cette méthode via un rapport transmis à la préfète de l'Aube et à l'inspection des installations classées avant remise en service.

Cette demande intervient au minimum 10 jours ouvrés avant la date de reprise envisagée par l'exploitant.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITANT

Tous les frais occasionnés par la gestion de l'incident sont à la charge de la société COVED.

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS

Les dispositions ou échéances des articles du présent arrêté sont applicables à compter de sa notification à la société COVED.

Article 12 : SANCTIONS

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article premier du présent arrêté dans les délais imposés, il sera fait application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 13 : NOTIFICATIONS ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié à la société COVED.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 14 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le

24 JUIN 2024

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.